SERVICE PRIORITAIRE DU STATUT DE LA PERSONNE HANDICAPÉE ET DU PRINCIPE DE PRIORITÉ DANS L'ENREGISTREMENT IMMOBILIER

ARTICLE ORIGINAL

NETO, Alexandre Moura Lima¹, AGUAI, Alessandra Anchieta Moreira Lima de², NETO, Haroldo Corrêa Cavalcanti³

NETO, Alexandre Moura Lima. AGUAI, Alessandra Anchieta Moreira Lima de. NETO, Haroldo Corrêa Cavalcanti. **Service prioritaire du statut de la personne handicapée et du principe de priorité dans l'enregistrement immobilier.** Revista Científica Multidisciplinar Núcleo do Conhecimento. An 06, Ed. 09, Vol. 03, p. 45 à 63. Septembre 2021. ISSN : 2448-0959, Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>, DOI: 10.32749/nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire

RÉSUMÉ

La présente étude vise à analyser le conflit apparent entre la prise en charge prioritaire du statut de la personne handicapée et le principe de priorité de l'enregistrement des biens immobiliers, c'est-à-dire si cette garantie légale donne à la personne handicapée la priorité lorsqu'elle note les droits dans les notaires. En ce qui concerne la méthodologie utilisée, il convient de noter qu'en ce qui concerne les objectifs de la présente étude, cette étude est classée comme descriptive et explicative et, en ce qui concerne les moyens, elle est classée comme bibliographique, en utilisant des documents tels que des livres, des articles, des

¹ Master en Culture et Société de l'Université Fédérale du Maranhão (UFMA). ORCID : <https://orcid.org/0000-0002-7232-8449>

² Il est titulaire d'une maîtrise en environnement du programme post-universitaire en environnement de l'Université Ceuma. ORCID : <https://orcid.org/0000-0003-4017-1579>

³ Spécialisation en droit immobilier. ORCID : <https://orcid.org/0000-0003-1746-1965>

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

magazines et des rapports sur le sujet. La recherche est également caractérisée comme une approche qualitative. Il visait à démontrer que la personne handicapée a le droit garanti par la loi 13.143/2015 d'être servie rapidement, efficacement et individuellement, y compris dans le registre des registres immobiliers, mais ne jouit pas de privilèges compte tenu de la priorité d'enregistrement compte tenu du principe de priorité d'enregistrement. D'après les décisions prises par les tribunaux enregistrés de São Paulo, en conséquence, il est constaté que la disposition spécifique de la loi n° 6.015/1973 prévaut en ce qui concerne le droit de soins prioritaires de certains publics, la loi 13.143/2015, puisqu'il s'agit d'un droit matériel de priorité, et il est entendu que l'octroi de soins prioritaires en dehors des exigences de l'article 186 de la loi n° 6.015/1973, s'entend comme accordant des soins prioritaires en dehors des exigences de l'article 186 de la loi n° 6.015/1973, représenterait un affront indéniable aux diktats juridiques, ce qui compromettrait le service du droit à l'égalité, une prémisse également du Statut des personnes handicapées.

Mots-clés : Statut de la personne handicapée, Enregistrement des biens immobiliers, Principe de priorité.

1. INTRODUCTION

La vie quotidienne des personnes ayant des besoins spéciaux est complexe, compte tenu de leurs limites et du manque de préparation de la société à les recevoir, à la fois par rapport à l'infrastructure et à la mentalité des individus, de sorte qu'elles finissent par être socialement exclues, des activités telles que s'amuser, étudier et aller au travail, qui sont des tâches simples et routinières deviennent un défi à relever.

Comme le souligne Carlos Henrique Ribeiro da Silva (2008), le manque de tolérance entre les différents, à travers l'histoire, a fait que les minorités ont toujours été

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

traitées de manière relativement agressive et confuse, étiquetant, séparant, discriminant et excluant ceux qui s'écartaient de la norme, qui est formée à partir d'un modèle hégémonique. Un autre facteur très commun, provenant du manque de compréhension des différences entre les personnes, est chez la personne considérée comme différente, qui assume des attitudes très particulières telles que l'autopunition, l'isolement et l'agressivité. Ainsi, on pense que le manque de tolérance avec les différents a des racines historiques, bien que beaucoup ait déjà progressé par rapport au sujet.

Pendant longtemps au Brésil, la personne handicapée a été considérée comme incapable, avec les changements sociaux, ce fait a été modifié et ces personnes ont commencé à être reconnues comme des sujets de droit et capables de prendre leurs décisions, à tel point qu'en 2015, la loi n ° 13 146 a modifié le Code civil, instituant le statut des personnes handicapées. Selon Lago (2016), la publication de ce statut visait à surmonter le bien-être et à surmonter les obstacles pour les personnes handicapées, en tant que prémisses pour garantir le droit à la dignité, à la civilité et à la pleine participation à la société. Cependant, selon l'auteur, la priorité donnée à ces personnes par le Statut est en conflit avec le principe de priorité dans l'enregistrement des biens immobiliers en vertu de la loi 6.015/1973 et du Code civil dans l'ordre de présentation des titres, qui est au centre de cette étude. Ainsi, il cherchera à discuter dans cet essai de la priorité dans le Statut des personnes handicapées par rapport à la priorité décrite dans la Loi sur les documents publics (Loi 6.015/73). Ayant comme guide la question : la personne handicapée, au regard de la personne handicapée, jouit-elle de privilèges face à l'autre, dans la consécration de la priorité registrale ?

Le principe de priorité, en droit immobilier, est le fait qu'il aura toujours la priorité d'effectuer les procédures d'enregistrement du titre présenté en premier devant le bureau d'enregistrement immobilier. Selon l'article 186 de la loi sur les archives publiques (loi 6.015/73), « le numéro d'ordre déterminera la priorité du titre, et c'est la

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

préférence des droits royaux, même s'ils sont présentés par la même personne plus d'un titre simultanément », de sorte que la priorité sera déterminée pour celui qui dépose le titre en premier au bureau d'enregistrement immobilier. Et dans le protocole de l'étude notariale, « tous les titres prendront le numéro d'ordre qui leur est en concurrence en raison de l'ordre rigoureux de leur présentation » (art. 182).

Au cours des derniers siècles, le système d'enregistrement brésilien a été constamment modifié par une législation qui vise à suivre l'évolution de la société dans son ensemble, permettant la sécurité, la publicité et l'efficacité des transactions immobilières à la fois pour ceux qui y participent et pour ceux qui s'y intéressent. Selon Lima (2011), l'activité notariale et l'activité d'enregistrement agissent comme un moyen de pacification sociale, assurant la publicité, l'authenticité, la sécurité et l'efficacité des actes juridiques de manière préventive.

Il est important de souligner que, bien que les activités notariale et d'enregistrement soient associées, elles ne doivent pas être confondues. Benício (2005) explique que cette différence peut être observée lorsqu'on parle de la fonction de l'officier d'état civil et du notaire (notaire), où le premier agit dans le but de légitimer et de faire de la publicité pour les actes, tandis que le second englobe le conseil dans ses fonctions avec légitimation, authenticité et formalisation ultérieures des actes juridiques. Toujours en différenciant les deux activités, l'auteur affirme que le notaire a pour fonction prédominante la sécurité dynamique^[4], tandis que le registraire la sûreté statique^[5], en bref, tandis que le notaire cherche à sauvegarder l'*actum* (acte), le registraire se limite à publier le *dictum* (dit).

Les activités menées dans le cadre du droit notarié et des scans d'enregistrement doivent être considérées dans leur pertinence sociale, comme le souligne Ceneviva (2008), leur importance est due à la portée des actes, qui implique de la naissance à la mort, l'enregistrement et la publicité de tous les actes juridiques accomplis par les citoyens au cours de leur vie, tels que le mariage, le divorce, le partage, les stocks,

les contrats d'achat et de vente, entre autres, régularisant toutes les actions effectuées. Ainsi, ce sont des activités directement liées à la vie quotidienne des individus.

La pertinence sociale de cette étude est mise en évidence, considérant qu'elle implique une minorité de la population qui a besoin d'attention dans l'accomplissement de ses droits, et peut mieux clarifier les conflits possibles avec le principe de priorité dans l'enregistrement des biens immobiliers, ainsi que la pertinence professionnelle et académique, puisque beaucoup sont encore les controverses qui tournent autour du thème, Avec peu d'études menées et publiées sur le problème en question, cette recherche reste donc justifiée.

En ce qui concerne la méthodologie utilisée, il est souligné, sur la base de Maria Cecilia de Souza Minayo (2007), qu'en ce qui concerne les objectifs de cette étude, elle est classée comme descriptive et explicative et, en ce qui concerne les moyens, est classée comme bibliographique, en utilisant des documents accessibles au public tels que des livres, des articles, des magazines et des rapports sur le sujet. La recherche est également caractérisée comme une approche purement qualitative. Il a été pris comme base ce que d'autres auteurs ont écrit, étant capable de comprendre différents points de vue sur le sujet, en dirigeant l'étude de la meilleure façon pour rendre la recherche fiable.

Dans ce contexte, comme indiqué précédemment, la présente étude vise à analyser le conflit entre la prise en charge prioritaire du statut des personnes handicapées et le principe de l'enregistrement prioritaire des biens immobiliers.

2. LES PERSONNES HANDICAPÉES DANS UN CONTEXTE HISTORIQUE

Depuis le début des temps, il existe des dossiers de personnes ayant des besoins spéciaux. L'idée culturelle du handicap, de l'impuissance et de la dépendance des

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

personnes ayant des difficultés motrices traverse les cultures, les sociétés, les groupes socioculturels, les religions et les pratiques sociales. La rupture de l'attente des parents avec la naissance d'enfants affectés par un certain type de problème moteur, l'acquisition de certaines séquelles de maladies ou d'accidents, sont certainement des événements difficiles et ont été vécus dans de nombreuses cultures de manière atypique (GUGEL, 2011).

Selon Débora Fazolin Koyama (2017), les personnes handicapées physiques ont toujours été confrontées à diverses situations d'exclusion et de ségrégation devant la société, à l'époque de la Grèce antique, cela a été particulièrement dépeint par la cité-État de Sparte, car les enfants nés avec une sorte de handicap étaient considérés comme inutiles à cette société et jetés dans un abîme.

Débora Fazolin Koyama (2017) dit que tout au long de l'histoire, les personnes handicapées ont toujours mené une grande lutte pour la vie et pour conquérir leur place dans la société, car la culture imposée par les gens de la société les a toujours marginalisés et a agi de manière excluante avec ces personnes.

Les personnes handicapées ont commencé à ne faire reconnaître certains de leurs droits que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et, à partir de ce moment-là, un coup de pouce a été donné à ce qui allait devenir la normalisation des principes fondamentaux pour ces personnes, à partir de ce moment-là: le principe de la dignité de la personne humaine, le principe de l'égalité, entre autres normes protectrices. (KOYAMA, 2017)

L'Égypte ancienne, selon Clemente (2015, p. 34), était connue comme le « pays des aveugles parce que son peuple était constamment affecté par des infections oculaires, ce qui entraînait la cécité ». D'autre part, il existe des documents historiques selon lesquels, dans des endroits de la Grèce antique et de Sparte, des enfants atteints de malformations étaient abandonnés dans les forêts ou jetés des gorges.

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

Les lois romaines de l'Antiquité ne protégeaient pas les personnes handicapées, au contraire, légitimaient les parents à tuer leurs enfants, par la pratique de la noyade, abandonnés dans des paniers sur le Tibre, ou dans d'autres lieux sacrés, dont certains étaient exposés et utilisés comme divertissement dans les cirques. Les études menées par Lourenzetto (2006) confirment comment, au cours des quatre premiers siècles de l'ère chrétienne, il n'y avait pas d'expression significative qui favorisait l'insertion des personnes handicapées en tant que sujets de dignité et de droits.

Dans l'Antiquité, il existe peu de documents sur la relation de la société avec les handicapés dans la vie quotidienne. À travers les passages bibliques, la discrimination qui existait à l'époque à l'égard des personnes handicapées peut être perçue, car elles sont toujours mentionnées comme des mendiants ou rejetées par la communauté, c'est-à-dire qu'elles vivaient en marge de la coexistence sociale et communautaire. Beaucoup croyaient que ces gens étaient punis par les dieux (Lourenzetto, 2006, p. 3).

Au Moyen Âge, le handicap était considéré comme un phénomène métaphysique, déterminé par la possession démoniaque ou comme le châtement de Dieu. Ces personnes étaient considérées comme des « possesseurs d'un mal dû au pacte avec le diable », justification utilisée pour légitimer socialement l'utilisation extrême du feu de camp comme punition (MAINIERI; ROSA, 2012).

On croyait qu'une telle pratique permettait d'humilier et de gagner contre l'ennemi supposé qui devait être vaincu. Pour Maria Aparecida Gugel (2011), en plus de donner aux personnes handicapées des pouvoirs spéciaux de sorciers, les enfants qui ont survécu ont été séparés de leur famille et presque toujours ridiculisés.

Marcella Lourenzetto (2006) fait référence sur des documents pontificaux, que dans le cas d'une personne handicapée mentale fuit sa raison, il était considéré comme un être diabolique, en train d'être persécuté, torturé et exterminé. Au 15ème siècle, ces individus n'étaient pas encore perçus comme des êtres humains.

RC: 97616

Disponibile en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

Dans ces exemples, il est explicite de voir comment la ségrégation et le fatalisme ont affecté les personnes ayant des problèmes de cécité et toute autre personne qui a fui les normes établies comme d'habitude (BIANCHETTI; FREIRE, 2007). La peine d'amputation a également été utilisée comme contrôle et punition des traîtres dans les constitutions romaines de l'empereur Léon III, un processus qui a prévalu dans l'Empire romain et en Orient.

Le raisonnement introduit noblessement à l'époque de l'Inquisition a adopté la pratique de brûler des personnes qui apportaient dans leur corps une différence considérée comme non normale, ou qui présentaient des idées divergentes du *statu quo* ou qui se comportaient d'une manière jugée inappropriée. Pour cette raison, dans les déclarations de l'inquisition et dans les justifications de l'Église, il n'y a aucune déclaration selon laquelle elle a brûlé des gens. Comme l'affirment Lucídio Bianchetti et Ida Maria Freire (2007, p. 33), l'Église a énoncé une telle action comme « [...] purification par les flammes ». Une autre explication de l'existence des aveugles, des muets, des paralysés, des fous et des lépreux était que ceux-ci ont été conçus comme:

[...] les instruments de Dieu pour avertir les hommes et les femmes des comportements appropriés ou pour lui donner l'occasion de faire la charité. Ainsi, le malheur de certains a fourni des moyens de salut à d'autres. (BIANCHETTI; FREIRE, 2007, p. 33).

Selon Maria Aparecida Gugel (2011), le processus des personnes handicapées sera reconnu comme des personnes de dignité et de valeur venues avec les premiers hôpitaux de charité. Pour l'auteur, entre 1214 et 1270, le roi Luís IX fonda le premier hôpital pour aveugles victimes des croisades. La construction de nouvelles conceptions sur le handicap n'a été historiquement possible qu'au XVI^e siècle, lorsque les progrès technologiques et scientifiques ont permis l'émergence de conceptions distinctes en médecine.

RC: 97616

Disponibile en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

Ce n'est qu'au 16ème siècle, avec les progrès scientifiques dans le domaine de la médecine, que les premières déclarations dissonées sur le traitement des handicapés sont apparues (GUGEL, 2011).

La plupart des hommes et des femmes étaient limités à vivre leur vie quotidienne, d'une manière misérable, impliqués dans la production pour la subsistance. Avec la prédominance progressive de la production orientée vers le marché, la possibilité d'accumulation, le développement d'une science et de nouvelles technologies, obtient une domination relative sur la nature. Avec ce processus, des conditions matérielles, sociales et culturelles ont été créées pour la construction de processus émancipateurs qui permettent le passage de la sphère de nécessité pour la liberté.

Ce n'est qu'au 16ème siècle qu'un autre processus historique différent de la situation historique précédente a été possible. Avec les progrès de la médecine qui ont eu lieu au 17ème siècle, le handicap physique a été compris comme un objet d'étude de la pratique médicale. Le processus de médicalisation des déficiences impliquait dans la critique des visions historiquement présentes, que dans chaque homme présidait à un état morbide, la présence de démons maléfiques influençant la santé et la maladie (BIANCHETTI; FREIRE, 2007).

Les explications métaphysiques de la sphère religieuse sont confrontées au paradigme scientifique positiviste, de sorte que la vision théologique de la différence perd de sa force, mais influence les bases théoriques d'une interprétation organiciste. Au 17ème siècle, un grand cloître de tous ceux qui ne participent pas à la Raison Universelle, qui émergeait, s'est déchaîné. Celui qui a montré l'absence de raison sous l'une de ses formes, comme raison logique, politique, morale était cloîtré (BIANCHETTI; FREIRE, 2007).

Ce n'est qu'à partir du milieu du 19e siècle que les premières institutions de soins aux personnes handicapées physiques ont commencé à émerger. Pendant longtemps, ces personnes n'ont été considérées que comme des patients

RC: 97616

Disponibile en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

nécessitant des soins spéciaux et celles-ci ont été considérées comme des personnes à faible potentiel et avec de nombreuses limitations. Au Brésil, à la même époque, l'Institut impérial des garçons aveugles et l'Institut impérial des sourds-muets ont été créés sur ordre de D. Pedro II, sur ordre de D. Pedro II et sur l'Institut impérial des sourds-muets, un fait considéré comme l'une des premières attitudes brésiliennes pour l'intégration des handicapés dans la société (SOUSA, 2012).

Cependant, la création de dispositifs de cloître a également généré des processus de ségrégation de l'environnement social, ce qui a abouti à la construction de ce qu'Erving Goffman (2008, p.13) définit comme la stigmatisation, « [...] un type spécial de relation entre attribut et stéréotype », étant compris dans le contexte des relations humaines et non substantielles. « Un attribut qui stigmatise quelqu'un peut confirmer la normalité des autres. »

La question du handicap prend une autre attention en raison de l'observation du changement de paradigme, hoché la tête dans les années 1970, du siècle dernier, des actions intégratives sont préconisées afin de favoriser la présence/insertion de personnes handicapées dans les mêmes sphères sociales que les autres. Cependant, cette possibilité apparaît comme quelque chose d'utopique dans sa fonctionnalité réelle, car comme l'explique Erving Goffman (2008, p. 134) :

La situation particulière du stigmatisé est que la société lui dit qu'il est membre du groupe plus large, ce qui signifie qu'il est un être humain normal, mais aussi qu'il est dans une certaine mesure, « différent », et qu'il serait absurde de nier cette différence. La différence elle-même provient de la société, car en général, avant qu'une différence ne soit importante, elle doit être conceptualisée collectivement par la société dans son ensemble.

Ainsi, l'insertion de ce public dans les différentes sphères sociales augmente chaque année, bien que les installations physiques, l'offre de matériel et la formation de professionnels pour soigner les personnes ayant des besoins spéciaux soient encore précaires, en concentrant cette étude sur les droits de ces citoyens, plus précisément

l'intégration, l'inclusion et l'égalité, sur la base du principe fondamental de la dignité de la personne humaine.

3. DROITS DE L'HOMME EN METTANT L'ACCENT SUR LES PERSONNES HANDICAPÉES

Les droits de l'homme, qui mettent l'accent sur les personnes handicapées, en plus de la dignité de la personne humaine et de l'égalité, doivent mettre l'accent sur le droit à la mobilité et à la ville, ainsi qu'à l'éducation et à la santé, étant donné qu'ils sont des facteurs cruciaux pour assurer l'inclusion sociale de ces personnes. Tout au long du processus évolutif de la civilisation humaine, il y a eu la recherche de droits allant de la locomotion à la circulation dans des environnements publics et privés de manière indépendante.

Historiquement, les gens ont été irrespectés et totalement exclus de la vie sociale, en particulier du contexte social et cela était basé sur les idées qu'ils avaient sur l'être humain et la société qui ont été inculquées aux individus formant un modèle mental qui s'installe dans cela et ne disparaît plus. Il ne fait que se transformer (LOPES *et al.*, 2009, p. 29).

La perspective des droits des citoyens historiquement réalisés a apporté l'idée de l'intégration, de l'inclusion, de l'égalité comme moyen de faire face aux processus d'exclusion sociale, de discrimination et de stigmatisation. Ce processus est fondamental, comme les trottoirs qui garantissent le droit d'aller et venir de tout citoyen dans la ville où il vit.

Au Brésil, ce processus impliquait la reconnaissance du droit à l'accessibilité. Dans la Constitution fédérale, le chapitre VII, art. 227 prévoit la « facilitation de l'accès aux biens et services collectifs, avec l'élimination des préjugés et des obstacles architecturaux », ayant ainsi des règles qui garantissent la construction de l'adaptation des lieux, des bâtiments publics et des transports publics. (NOGUEIRA, 2010, p. 51). En 1981, par exemple, les Nations Unies – ONU ont reconnu dans une

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

convention l'Année internationale des personnes handicapées. En 1989, ces droits ont été modifiés par la loi n° 7 853, dont le but est d'établir « la protection juridictionnelle des intérêts collectifs ou diffus de ces personnes, de discipliner l'exercice du ministère public, de définir les crimes et de fournir d'autres mesures » (BRASIL, 1989). La même loi détermine le respect des règles par les municipalités afin de promouvoir la fonctionnalité des bâtiments et des routes publiques pour les personnes handicapées.

Enfin, la loi fédérale n° 10 098 du 19 décembre 2000[6], par la suite réglementé par le décret n° 5 296 du 2 décembre 2004[7], normalisant la question de l'accessibilité en tant qu'objectif d'adaptation et institution d'accès. À ce jour, cependant, cette loi n'a pas été mise en œuvre, car des éléments tels que l'accès aux bâtiments publics, la permanence et l'utilisation disponible dans ces bâtiments, tels que l'éducation et la santé, n'ont pas été pleinement envisagés. Les trottoirs sont le portrait d'une société d'exclusion, ce qui rend nécessaire de résoudre les problèmes d'urgence, tels que les trous dans les rues, les voitures sur les trottoirs interrompant la mobilité, la normalisation des rampes, des mains courantes, des passerelles, des toilettes publiques et de la signalisation spéciale afin de minimiser les problèmes d'accessibilité (COELHO, 2010).

En ce sens, le droit à l'accessibilité est un facteur indispensable non seulement pour ceux qui ont un handicap ou une mobilité réduite, mais pour la société dans son ensemble, car sur la base du principe d'égalité, tout le monde est égal devant la loi et jouit des mêmes droits d'aller et venir, d'éducation, de loisirs, le logement, le tourisme et la culture. Selon la Déclaration des droits des personnes handicapées, adoptée lors d'une Assemblée générale des Nations Unies (ONU) en 1975, elle proclame entre autres résolutions que : « Les personnes handicapées ont droit à des mesures visant à leur donner les moyens de devenir aussi sûres d'elles-mêmes que possible ».

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

La Charte mondiale du droit à la ville approuvée au Forum social des Amériques à Quito, au Forum urbain mondial de Barcelone en 2004 et au Cinquième Forum social mondial de Porto Alegre en 2005 établit des engagements entre les gouvernements et la société civile organisée pour promouvoir les villes sur la base des principes de solidarité, de liberté, d'égalité, de justice sociale et de dignité.

Le droit à la ville est défini dans la Charte comme suit : « La jouissance équitable des villes dans le cadre des principes de durabilité, de démocratie et de justice sociale [...] est interdépendante de tous les droits internationalement reconnus ». La ville est dans ce document conçue comme « un espace collectif culturellement riche et diversifié qui appartient à tous les citoyens » (CARTA MUNDIAL DO DIREITO À CIDADE, p. 2). En ce qui concerne la protection spéciale des groupes et des personnes vulnérables, la Charte de la ville stipule ce qui suit :

Les villes, par des politiques d'affirmation positive aux groupes vulnérables, doivent surmonter les obstacles politiques, économiques et sociaux qui limitent la liberté, l'équité et l'égalité des citoyens, et qui empêchent le plein développement de la personne humaine et la participation effective à l'organisation politique, économique, culturelle et sociale de la ville (CARTA MUNDIAL DO DIREITO À CIDADE, 2004, p. 3).

En ce qui concerne la mobilité urbaine, l'article 13 dispose ce qui suit :

1. Les villes garantissent le droit à la mobilité et à la circulation dans la ville grâce à un système et à des transports publics accessibles à tous selon un plan de déplacement urbain et longue distance et, sur la base des moyens de transport appropriés, les différents besoins sociaux (sexe, âge, handicap) et environnementaux, avec des prix adaptés aux revenus des citoyens. L'utilisation de véhicules non contaminants sera encouragée et les zones piétonnes seront réservées de façon permanente à certains moments de la journée.

2. Les villes favoriseront l'élimination des obstacles architecturaux à la mise en œuvre des équipements nécessaires au système de mobilité et de circulation et à l'adaptation de tous les bâtiments publics ou publics, lieux de travail, afin d'assurer l'accessibilité des personnes ayant des besoins spéciaux (CARTA MUNDIAL DO DIREITO À CIDADE, 2004, p. 3).

Il convient de mentionner que lorsqu'il s'agit d'accessibilité, elle ne se limite pas à l'espace physique où elle est installée, c'est la ville dans son ensemble qui représente le processus politique, social, économique et intellectuel de la société.

Dans le domaine de l'éducation et de la santé, il est souligné que l'inclusion scolaire est configurée comme un droit du citoyen garantissant universellement, soulignant comme un jalon de ce processus la Déclaration de Salamanque, qui met l'accent sur l'éducation inclusive, suivant les conventions et les droits de l'homme, destinée aux enfants et aux adolescents, présentant ici, les principaux, comme le mérite de la connaissance de base du sujet. Le document a été nommé d'après une Conférence mondiale sur l'éducation spéciale à Salamanque en 1994, qui visait à restructurer la réforme des politiques en fonction de l'inclusion, déclarant que:

« Chaque enfant a un droit fondamental à l'éducation et devrait avoir la possibilité d'atteindre et de maintenir le niveau d'apprentissage approprié, chaque enfant a des caractéristiques, des intérêts, des compétences et des besoins d'apprentissage uniques, des systèmes éducatifs devraient être désignés et des programmes éducatifs devraient être mis en œuvre afin de tenir compte de la grande diversité de ces caractéristiques et besoins, ceux qui ont des besoins éducatifs spéciaux devraient avoir accès à l'école ordinaire, qui devrait être en mesure de les soutenir dans le cadre d'une pédagogie centrée sur l'enfant, capable de répondre à ces besoins, les écoles régulières qui ont une telle orientation inclusive sont le moyen le plus efficace de lutter contre les attitudes discriminatoires en créant des communautés accueillantes, en construisant une société inclusive et en assurant l'éducation pour tous; en outre, ces écoles fournissent une éducation efficace à la plupart des enfants et améliorent l'efficacité et, en fin de compte, le coût de l'efficacité de

l'ensemble du système éducatif (...) » C'est ce que cite le document (ONU, 2010, p. 78).

Cette proclamation nous place dans l'obligation d'offrir et d'offrir des opportunités aux enfants et aux adolescents des programmes spécifiques et une évaluation sur mesure, assurant le plein développement et le développement du potentiel de chaque individu. Pour cela, les réadaptations du programme d'études doivent être prises en compte et envisager la garantie de la loi.

Il s'agit d'un accord international sur les droits des enfants et des adolescents. Considérant que, conformément aux principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité inhérente et des droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine est le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde et compte tenu du fait que les peuples des Nations Unies ont réaffirmé dans leur Charte leur confiance dans les droits fondamentaux de l'homme, la dignité et la valeur de la personne humaine et ont déterminé promouvoir le progrès social et de meilleurs niveaux de vie dans une plus grande liberté.

La Politique nationale de l'éducation de l'enfance en difficulté (PNEE) dans la perspective de l'éducation inclusive (PEI) souligne la nécessité de lutter contre la ségrégation des élèves en milieu scolaire et propose une éducation de l'enfance en difficulté qui se développe de manière complémentaire, réaffirmant le système d'éducation unique.

Dans ce contexte, les droits de l'homme sont universels et aucun citoyen ne peut être exclu pour quelque raison que ce soit en raison de ses conditions physiques, mentales, ou par couleur, race, coutume ou classe sociale, il appartient donc aux autorités d'élaborer des politiques publiques pour prendre soin de ces individus de manière égale.

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

Ainsi, reconnaissant que les personnes handicapées ont des priorités, parmi lesquelles des soins préférentiels, rapides et individualisés, elles réalisent la jouissance des droits fondamentaux marqués dans la Constitution fédérale de 1988. Toutefois, il convient de préciser que, parce qu'il s'agit d'un droit très personnel, ce droit devrait être exercé au profit de la personne handicapée, ou par des personnes en état de vulnérabilité, en vertu de la loi fédérale 10.048, du 8 novembre 2000[8], qui a consacré la priorité de soins aux personnes qu'elle précise : les personnes handicapées, les femmes enceintes, les femmes allaitantes, les personnes accompagnées d'enfants dans leur vie, en plus des personnes âgées.

Il est également prouvé que la condition personnelle de la partie n'est pas le point culminant principal du Statut de la personne handicapée, ce qui est recherché est la prise en charge préférentielle, immédiate et individualisée de la partie vulnérable, dans notre étude, la personne handicapée chez les notaires.

4. STATUT DES PERSONNES HANDICAPÉES ET PRINCIPE DE PRIORITÉ DE L'ENREGISTREMENT DES BIENS IMMOBILIERS

Dans le contexte des services notariaux et d'enregistrement, outre le respect des principes de base de l'administration publique, il est nécessaire que les notaires et les registraires respectent également les principes considérés comme spécifiques à ces activités. Il est important de comprendre que les principes sont malléables, étant donné qu'ils s'adaptent aux circonstances historiques et sociales qu'ils traversent.

Les principes appliqués aux services d'enregistrement impliquent les actions à mener tout au long du processus d'enregistrement, de l'enregistrement à la rogation, étant liées au droit immobilier. Le principe de l'enregistrement, selon Carvalho (2011), est le début du processus, étant responsable de la constitution, de la transmission, de la modification ou de l'extinction des droits en ris. Il s'agit donc du registre des actes qui modifient ou éteignent tout acte d'enregistrement.

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

Le principe de la publicité déjà mentionné comme principe de base de l'administration publique est toujours pris en considération, et les registraires devraient rendre publics les documents faits dans leurs notariotories. Selon Ceneviva (2008), la publicité en tant que principe de l'activité d'enregistrement vise à remplir sa triple fonction, qui est de transmettre l'enregistrement à la connaissance de tiers, d'informer sur les biens et les droits des personnes qui reçoivent des avantages découlant de l'acte d'enregistrement, en sacrifiant, même partiellement, leur droit à la vie privée et à l'intimité et en promouvant des actes à des fins statistiques, l'intérêt national ou la surveillance publique.

Le principe de la présomption de vérité appliqué aux services enregistrés résulte également de la confiance publique qui leur est accordée ainsi que de la délégation de la fonction. Vasconcelos et Cruz (2000) expliquent que la confiance du public doit s'étendre à tous les actes accomplis dans le cadre des services d'enregistrement, en répondant positivement à l'existence de droits réels. Ainsi, on suppose toujours que tout ce qui est inscrit dans le registre immobilier est vrai jusqu'à preuve du contraire.

À son tour, le principe de priorité traite de la question de l'ordre des inscriptions dans l'enregistrement des biens immobiliers, et le registraire devrait examiner l'ordre chronologique de présentation des titres, conformément à l'article 186 de la loi n° 6 015/1973. Antunes (2005) souligne que c'est l'ordre chronologique qui doit déterminer la priorité du titre et la préférence du droit réel.

Le principe de la spécialité ou de la détermination des dossiers implique que l'enregistrement doit être fait de manière à ce que la description de la propriété soit exacte et avec ses caractéristiques particulières, telles que l'enregistrement, le numéro de commande, la date, l'identification de la propriété, les confrontations, l'emplacement et la région. En outre, il est également nécessaire d'inclure les données de son propriétaire telles que le nom, le domicile, la nationalité, l'état matrimonial, la profession, le numéro d'enregistrement général (RG) et, en cas de

RC: 97616

Disponibile en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

personne morale, doit être inclus dans la société sociale et le numéro du Registre national des personnes morales (CNPJ). La description correcte de ces données est essentielle pour assurer la sécurité juridique des actes accomplis (ANTUNES, 2005).

La poursuite de la description des principes des services enregistrés a le principe de la qualification, de la légalité ou de la légitimité selon lequel, selon Antunes (2005), le registraire doit examiner le titre présenté en tenant compte de la forme, de la validité et du respect de la loi. Galiani (1995) mentionne également que même pour examiner le titre qui lui a été donné, le registraire doit se prévaloir de la législation, ne pouvant pas aller au-delà des limites établies par la loi, et ne doit analyser que les aspects formels de celle-ci.

Le principe de continuité fait également partie de la liste des principes appliqués aux services d'enregistrement, étant souligné par Antunes (2005) comme l'un des fondements de ces services. Sur l'application de ce principe, Balbino Filho (2001) explique qu'il apporte l'obligation de continuité de l'enregistrement, en maintenant le lien entre les différentes entreprises qui sont venues modifier la situation juridique et réelle. Ainsi, toutes les modifications qui se produisent dans le titre doivent être enregistrées dans le même document, en préservant les informations précédentes.

Enfin, il y a le principe de l'instance ou rogation, qui traite de l'action entreprise par le registraire sur la base de la demande des parties. Selon Balbino Filho (2001), le principe d'instance ou de rogation concerne la sollicitation de tout acte régentatoire, et doit être simple, indépendant d'une manière particulière, et peut être exprès ou tacite. Exprimé lorsqu'il est clairement exprimé par les parties et tacite lorsque le registraire peut identifier la volonté des parties racontant leur expérience.

Compte tenu de ce qui précède, les services d'enregistrement doivent être exécutés conformément aux principes mentionnés, et il ne peut être oublié que les principes de base de l'administration publique devraient être pris en compte dans toutes les activités exercées par les bureaux d'enregistrement dans le cadre de leurs fonctions.

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

Les discussions sur le principe de priorité de l'enregistrement immobilier ont fait l'objet de discussions, à tel point qu'il est possible d'identifier les cas jugés qui considèrent des conflits avec les droits de certains publics. Lago (2016) cite l'octroi de la priorité dans les soins aux avocats et l'octroi de soins prioritaires aux personnes âgées, tous deux de la Cour des archives de São Paulo - SP. Dans le premier a été refusé en raison de la disposition légale spécifique concernant la loi 8.906/1994 – Statut de l'Association du barreau brésilien, et la violation de l'ordre de préséance, cependant, une recommandation a été faite d'accorder des soins prioritaires dans les cas où les notaires et les juges enregistrés, selon des critères prudents, nécessaires.

Dans le second cas, les magistrats ont utilisé les critères définis par la loi 6.015/1973 et le Code civil, stipulant que l'ordre présenté devait être strictement suivi. Avec cela, il a été laissé entendu que des soins prioritaires seraient accordés aux personnes âgées dans la fourniture de certificats ou dans la livraison de documents, mais pas dans la saisie de titres qui pourraient générer une priorité (LAGO, 2016).

Il est donc possible de tirer cette compréhension également dans le cas des personnes handicapées, puisque son statut prévoit également le droit à des soins prioritaires. Il a été constaté que, de l'avis des tribunaux enregistrés, la disposition spécifique de la Loi n° 6.015/1973 prévaut en ce qui concerne le droit de priorité à certains publics, puisqu'elle traite d'un droit matériel de priorité, étant entendu que l'octroi de soins prioritaires en dehors des exigences de l'article 186 de la Loi n° 6.015/1973 représenterait une reconnaissance indéniable d'une cause extralégale, ce qui compromettrait le service au droit à l'égalité, une prémisse également du Statut de la personne handicapée.

Le principe de priorité est énoncé dans les arts. 182 et suivantes, de la loi n° 6.015/73. Il est mentionné, par exemple, son incidence sur l'hypothèque et les actes qui l'entourent, bien que redondants, est également contenue dans le Code civil, à

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

l'article 1493, *in verbis*: « Les registres et les mentions doivent suivre l'ordre dans lequel ils sont demandés, en vérifiant celui de leur numérotation successive dans le protocole. » Ainsi, il n'y a pas comme demande d'une personne handicapée que votre demande a été satisfaite avant ceux qui lui ont succédé dans un bureau d'enregistrement. En ce sens, Afrânio Carvalho (2011):

(...) dans une contestation de droits réels sur une propriété, ils n'occupent pas tous le même rang, mais graduent ou se qualifient par une relation de préséance basée sur l'ordre chronologique de son apparition : tempore potior jure antérieur. Selon le moment où ils surviennent, les droits prennent position dans le registre, l'emportant sur ceux précédemment établis sur ceux qui viennent après. (CARVALHO, 2011, p. 216).

Il est élucidé que les titres qui génèrent un droit de priorité doivent entrer dans le registre immobilier, dès leur publication dans le livre n ° 1 - Protocole, selon l'ordre strict de présentation décrit dans la loi sur les documents publics. Pour cette raison, tout droit à une prise en charge préférentielle en raison d'un handicap, de l'âge, du sexe ne permet pas, en ce qui concerne ces titres, d'être reçus avant d'autres personnes qui sont déjà entrées dans les locaux du service en premier lieu. En appliquant le principe de la priorité d'enregistrement, un titre devrait être enregistré, en premier lieu, selon le numéro de protocole le plus bas, « déprimant l'enregistrement de ceux présentés ultérieurement, pour la période correspondant à au moins un jour ouvrable » (Loi 6.015/73, art. 191). Toutefois, bien que le principe de priorité aux personnes handicapées ne soit pas appliqué, dans les deux cas, les titres devraient être enregistrés.

Afin de résoudre le problème, Lago (2016, p. 316) suggère « un système d'un système composé d'un dispositif de fournisseur de mot de passe avec certaines caractéristiques, et de deux livres de protocole simultanés – l'un préliminaire et l'autre définitif ». Cependant, on estime que le problème va au-delà, n'étant pas suffisant pour la solution, compte tenu de l'autonomie du système registral et de l'intention de promulguer le Statut de la personne handicapée, il est entendu que les

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

soins prioritaires dans ce cas ne devraient pas avoir lieu, sinon cela porterait atteinte au droit à l'égalité.

5. CONCLUSION

Les services notariaux et d'enregistrement ont été abordés dans cette étude en les considérant dans leur activité exercée par la sphère privée par délégation de la puissance publique, en tenant compte du fait d'être axé sur l'intérêt social, donc, en raison de l'obéissance aux principes généraux de l'administration publique, en plus des principes spécifiques à ces activités qui doivent être observés dans chaque acte.

Outre l'obéissance à des principes spécifiques de ces activités, qui sont celui de l'inscription, de la publicité, de la présomption de vérité, de la priorité, celle de la spécialité ou de la détermination des archives, celle de la qualification, de la légalité ou de la légitimité, celle de la continuité et de l'instance ou de la rogation, ainsi que de la foi publique, dont l'une des principales mentionnées dans la jurisprudence.

Le sujet a été abordé dans la perspective que, bien que les droits des personnes handicapées soient garantis dans la Constitution fédérale, la réalité révèle une grande distance entre les droits formels et leur efficacité, vérifiant qu'il existait de nombreuses politiques publiques visant les personnes handicapées à travers l'histoire à la recherche d'accessibilité, la mobilité et l'égalité des droits, en les intégrant dans la société, cependant, il est évident qu'il y a encore une voie importante à suivre pour que leurs droits soient effectivement respectés.

Dans le cadre du système d'inscription, il a été constaté qu'il existe un conflit entre ses dispositions du principe de priorité d'enregistrement et le Statut de la personne handicapée qui prévoit des soins prioritaires pour ce public. Il s'avère que dans ce système, les droits matériels sont ciblés, par conséquent, la prise en compte du statut de la personne handicapée pour les soins prioritaires aurait des conséquences

RC: 97616

Disponible en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

telles que la possibilité de contourner ou de frauder le système juridique en vigueur dans le pays.

Ainsi, d'après des décisions similaires prises par les registres de São Paulo, il a été perçu que la disposition spécifique de la loi n° 6.015/1973 prévaut en ce qui concerne le droit de priorité à certains publics, puisqu'elle traite d'un droit matériel de priorité, étant entendu que l'octroi de soins prioritaires en dehors des exigences de l'article 186 de la loi n° 6.015/1973, représenterait une reconnaissance indéniable d'un affront aux droits réels des citoyens, ce qui compromettrait le service au droit à l'égalité, prémisses également du Statut des personnes handicapées.

Enfin, pour répondre à la question qui est le guide de cet essai, il est admis que la garantie du mécanisme de priorité d'inscription ne contraste pas avec la faculté généralement établie dans le Statut des personnes handicapées. Les règles de ceci ne sont pas imposées sur les règles de la loi 6.015/1973. Ils traitent de tels diplômes dans différentes situations. En d'autres termes, il vaut la règle protectrice jusqu'à la limite qu'elle n'est pas exclue par un autre, de l'ordre public, qui profane, pour les parties intéressées, la priorité registral et, à distance, la préférence et la définition des droits réels.

RÉFÉRENCES

ANTUNES, Luciana Rodrigues. Introdução ao Direito Notarial e Registral. **Jus Navigandi**, Teresina, ano 9, n. 691, 2005.

BIANCHETTI, Lucídio; FREIRE, Ida Mara (orgs.). **Um olhar sobre a diferença: interação, trabalho e cidadania**. 6. ed. São Paulo: Papirus. 2007.

BRASIL. Constituição da República Federativa do Brasil, de 05 de outubro de 1988. Brasília, 1988. Diário Oficial da União. Disponível em:

RC: 97616

Disponível em: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/Constituicao/Constituicao.htm Acesso em: julho.2021.

BRASIL. Decreto nº 5.296 de 2 de dezembro de 2004. Diário Oficial da União, 3 dez. 2004. Disponível em: http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2004-2006/2004/decreto/d5296.htm . Acesso em: 25 jul. 2021.

BRASIL. **Lei n. 13.105**, de 16 de março de 2015. Disponível em: <https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2015-2018/2015/lei/l13105.htm> Acesso em: jul.2021.

BRASIL. Lei nº 10.406, de 10 de janeiro de 2002. Institui o Código Civil. **Diário Oficial da União**: seção 1, Brasília, DF, ano 139, n. 8, p. 1-74, 11 jan. 2002.

BRASIL. Lei nº. 10.048, de 08 de Novembro de 2000. Diário Oficial [da República Federativa do Brasil], Brasília. Disponível em: https://www.presidencia.gov.br/ccivil_03/Leis/L10048.htm . Acesso em: 30jul.2021.

BRASIL. Lei nº. 10.098, de 19 de Dezembro de 2000. Diário Oficial [da República Federativa do Brasil], Brasília. Disponível em: https://www.presidencia.gov.br/ccivil_03/Leis/L10098.htm . Acesso em: 30jul.2021.

BRASIL. Presidência da República. **Lei 7.853 de 24 de outubro de 1989**. Disponível em:http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/l7853.htm – Acesso em 26/07/2021.

CARTA Mundial do Direito à Cidade. **Fórum Social das Américas** – Quito – Julho 2004; Fórum Mundial Urbano – Barcelona – Setembro 2004; V Fórum Social Mundial – Porto Alegre – Janeiro 2005. Disponível em: Acesso em: 30 jul. 2021.

CARVALHO, Afrânio de. **Registro de imóveis**. Rio de Janeiro: Editora Forense, 2011.

RC: 97616

Disponível em: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

CENEVIVA, Walter. **Lei dos notários e registradores comentada**. São Paulo: Saraiva, 2008.

CLEMENTE, Carlos Aparício. **Lei de cotas para o trabalho de pessoas com deficiência**: Análise e fundamentação dos principais argumentos favoráveis e contrários ao seu cumprimento. 2015.

GALIANI, Luiz Antônio. **Os princípios basilares do fôlio real**. RJ nº. 212, jun/95.

GOFFMAN, Erving. **Estigma**: notas sobre a manipulação da identidade deteriorada. 4ª. ed. Rio de Janeiro:LTC, 2008.

GUGEL, Maria Aparecida. **Benefício da prestação continuada e trabalho**: Mudanças da Lei Nº 12.470, de 31 de agosto de 2011. Disponível em: Acesso em jul.2021.

KOYAMA, D. B. Os reflexos da lei 13.146/2015 – **Estatuto da Pessoa com Deficiência** – no sistema jurídico brasileiro. Universidade Presbiteriana Mackenzie, São Paulo, 2017.

LAGO, Ivan Jacopetti do. O atendimento prioritário da Lei Federal 13.146/2015 (Estatuto da Pessoa Com Deficiência) e o princípio da prioridade do registro de imóveis.Revista de Direito Imobiliário,São Paulo, ano 39, v.80, jan-jun.2016.

LORENTEZ, Lutiana Nacur. **A norma da igualdade e o trabalho das pessoas portadoras de deficiência**. São Paulo: LTr, 2006.

MAINIERI, Tiago; ROSA, Elisa Costa Ferreira. Comunicação pública, cidadania e democracia-algumas reflexões. **Revista Comunicação Midiática**, v. 7, n. 1, p. p. 192-206, 2012.

RC: 97616

Disponível em: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

ORGANIZAÇÃO DAS NAÇÕES UNIDAS (ONU). Declaração de Direitos do Deficiente Mental – 1971. Aprovada pela resolução n. A/8429 da Assembleia Geral da ONU de 22 de dezembro de 1971. Disponível em: <http://www.direitoshumanos.usp.br/index.php/Direito-dos-Portadores-de-Defici%C3%A2ncia/declaracao-de-direitos-do-deficiente-mental.html>. Acesso em 27/07/2021.

SILVA, C. H. R. **Teoria das Incapacidades**. [online]. 2008. Disponível em: <<http://www.ribeirodasilva.pro.br/teoriadasincapacidades.html>> Acesso em: jul.2021.

VASCONCELOS, Julenildo Nunes; CRUZ, Antônio Augusto Rodrigues. **Direito notarial: teoria e prática**. [S.I.] Juarez de Oliveira, 2000.

ANNEXE - NOTE DE BAS DE PAGE DE RÉFÉRENCE

4. Ensemble de mesures juridiques visant à protéger les situations en cours de création, de modification ou d'extinction.

5. Ensemble de mesures juridiques proposées pour maintenir les situations établies

6. Il établit des normes générales et des critères de base pour promouvoir l'accessibilité pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite, et prévoit d'autres mesures.

7. Il régit les lois 10 048, du 8 novembre 2000, qui donnent la priorité aux soins aux personnes qu'il spécifie, et 10 098, du 19 décembre 2000, qui établit des normes générales et des critères de base pour la promotion de l'accessibilité pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite, et prévoit d'autres mesures.

8. Il donne la priorité aux soins aux personnes qu'il spécifie, et prévoit d'autres mesures.

RC: 97616

Disponível em: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>

MULTIDISCIPLINARY SCIENTIFIC JOURNAL

**NÚCLEO DO
CONHECIMENTO**

REVISTA CIENTÍFICA MULTIDISCIPLINAR NÚCLEO DO CONHECIMENTO:

2448-0959 [HTTPS://WWW.NUCLEODOCONHECIMENTO.COM.BR](https://www.nucleodoconhecimento.com.br)

Soumis: Juillet, 2021.

Approbation : Septembre 2021.

RC: 97616

Disponibile en: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/service-prioritaire>